



Naufrage en Grèce : les morts sont en mer mais les assassins sont à la tête des États européens

600 morts. Des hommes, des femmes, des enfants, entassés dans un mauvais rafiôt, piégés au fond d'une cale pour la plupart, ont été engloutis mercredi sous les yeux des garde-côtes grecs et de l'agence Frontex, responsable des frontières de l'Union européenne. Prévenus au moins 24 heures avant le naufrage, ils les ont laissé couler. Le bateau, disent les autorités grecques, « ne désirait pas être secouru ». Qui peut le croire ! Depuis des années, ces mêmes autorités, grecques ou européennes, rejettent directement à la mer les personnes qui demandent secours et asile.

Les meurtriers sont dans les gouvernements et servent les patrons

C'est avec le même cynisme que ces responsables se défont sur les passeurs qu'ils accusent de profiter de la misère humaine. Mais c'est en rendant les routes de plus en plus dangereuses, surveillées, impraticables et ultra-violentes, que les gouvernements européens font prospérer les mafias qui les contournent moyennant le racket de leurs victimes. Ils sont au moins complices, et même donneurs d'ordre. C'est ainsi que Giorgia Meloni, la cheffe du gouvernement italien d'extrême droite, a rendu récemment visite à un des seigneurs de la guerre en Libye, le maréchal Haftar, pour négocier le prix de la sous-traitance des camps de réfugiés, ces bidonvilles entourés de barbelés. Mais qui a intérêt à ce genre de négociations ?

Nous sommes tous des immigrés

Celles et ceux qui sont morts en tentant de passer en Europe, poussés par la guerre, la misère, les catastrophes écologiques et l'espoir d'un avenir meilleur n'étaient pas des étrangers. Qui d'entre nous ne connaît pas un aïeul, un collègue, un parent, un proche, qui a rompu tous ses liens avec son pays, sa ville ou son village, en quête d'un avenir meilleur, sous la menace de la guerre, de la faim, des persécutions ? C'était hier, ou c'était avant-hier. Nous sommes tous et toutes des immigrés ou des enfants d'immigrés. Accueillir toutes les personnes qui le demandent, ouvrir les frontières, c'est un droit humain et devrait aller de soi !

Oui, nous pourrions « accueillir toute la misère du monde » !

Nous n'aurions pas les moyens « d'accueillir toute la misère du monde » ? Mais le seul budget annuel de Frontex devrait atteindre 845 millions en 2023 ! Dans

le même temps, les budgets militaires explosent et atteignent plusieurs centaines de milliards dans toute l'Europe, autre conséquence meurtrière des frontières et de la concurrence acharnée entre grands capitalistes. Et il n'y aurait pas de quoi développer des infrastructures d'accueil décentes, des services qui seraient utiles à tous ? D'autant que cet argent-là n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan des profits qu'il sert à protéger : en France, les seuls actionnaires des entreprises du CAC 40 ont encaissé 68 milliards de profits l'an dernier ! Et que dire de l'immensité du gâchis et de la misère que ce système répand ? Un système absurde qui, pour se maintenir, doit découper des frontières entre les peuples alors qu'ils produisent et consomment en commun des marchandises qui circulent déjà librement.

Car nous pourrions mettre fin à ce monde de misère !

Macron, Darmanin et tous les autres veulent nous faire voir dans tout réfugié une bouche à nourrir ? Mais ils disent la même chose de nos anciens pour nous faire travailler deux années de plus ! C'est la même logique. Pas de frontières entre les démagogues xénophobes qui gouvernent ou qui postulent à gouverner ce système. Jusqu'à la gauche institutionnelle, dont la plupart des dirigeants sont restés silencieux lors de l'opération de déportation menée à Mayotte le mois dernier.

Exiger la liberté de circulation n'est pas simplement lutter pour un droit humain, c'est un devoir politique : les frontières tuent en mer, elles nous paralysent et nous divisent ici même. Face au torrent de xénophobie qui est déversé par en haut, il est d'autant plus impératif de nous rendre audibles et offensifs. En en discutant autour de nous, et en rejoignant tous les rassemblements qui auront lieu dans les semaines à venir pour protester contre ces politiques criminelles.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants :

Web Convergences Révolutionnaires ou Nouveaupartianticapitaliste.fr

Mail cr@convergencesrevolutionnaires.org

Imp.Spé.NPA



SCAN ME

La force des travailleurs

Maintenant que les élections sont passées, place à la défense collective de nos conditions de travail. Syndiqué ou non, on est tous dans le même... bus.

Haut-le-pied haut la main

Dans de nombreux services, les haut-le-pied sont simplement irréalisables même en théorie, et sur le terrain les battements n'existent pas. Comment ça se fait ?

C'est que non seulement dans les bureaux d'étude, nos vies sont sur des tableaux Excel et les trajets parfois estimés à partir de Google Maps... mais c'est surtout un calcul économique. Car moins les haut-le-pied et les battements vont être longs, moins en théorie il y aura besoin de faire circuler de bus. Moins de bus, moins d'entretien, moins de dépenses. Ils veulent économiser sur les machines et nous prennent... pour des robots !

Profit maximum = pression maximum

Transdev est censé rendre un service public, mais ils utilisent surtout le besoin indispensable de déplacements pour faire des bénéfices. Les voyageurs attendent longtemps dehors, sont serrés dedans, et ça donne souvent des situations à la limite du gérable dans le bus. Transdev pousse au maximum de ce que la population et nous pouvons supporter.

La réponse est dans la question

Ils ne font pas les services théoriques, et dans la pratique ils ne font pas rouler les bus ni ne les entretiennent, ils ne contrôlent pas les voyageurs ni ne les accueillent... alors à quoi sert la direction d'exploitation ?

Leur travail c'est justement de nous faire accepter l'augmentation de l'exploitation arrivée avec nos nouveaux services, pour remplir les conditions que Transdev a posées pour remporter l'appel d'offres. On voit que négocier avec eux est donc toujours biaisé. Ils ont toujours des plans B et C... sauf pour quand on arrête la production.

Au salon des antiquités

Nous sommes en 2023, comment se fait-il que le dépôt de Ponthierry compte encore 6 cars à boîte manuelle ? On veut des bus moins usés et moins usants, car tout ce que la boîte économise en matériel, on le paye avec notre santé !

Qui veut une médaille ?

La direction nous a fait une note pour la médaille du travail FNTV. Pendant la pandémie, le gouvernement avait aussi fait le coup aux soignants : puisqu'on vous a forcé à vous sacrifier en première ligne, vous ne voulez pas une médaille ?

La boîte peut bien payer 50 ou 100 € pour nous acheter une médaille, nous ce qu'on veut, comme les

soignants, c'est une fiche de paie plus remplie.

Et vu que la médaille dépend du nombre d'années passées au boulot... on préférerait pas de médailles et une retraite plus tôt !

Page tournée ?

Personne dans ces conditions de travail ne se voit aller jusqu'à la retraite augmentée de deux ans. On n'est pas obligés de subir la loi des patrons. Si au prochain coup de colère on s'y met, on pourra rejoindre les travailleurs de bien d'autres entreprises qui sont dans la même situation que nous.

Diviser pour mieux régner

Le gouvernement garde comme objectif affiché de faire travailler 15 à 20 heures les allocataires du RSA. Mais son vrai objectif est de nous faire croire que les ex-collègues, amis ou connaissances qui le touchent profitent du système.

Faire passer les allocataires du RSA pour des gens qui ne veulent pas travailler est répugnant. Combien sont des ouvriers devenus invalides, combien d'autres ont été licenciés ou vivent dans des régions ravagées par le chômage ? Combien de femmes n'ont pas d'autre possibilité que de vivre avec cette aumône de 600 euros parce qu'elles s'occupent 24 heures sur 24 d'un enfant handicapé ou d'un parent malade ?

Ceux qui profitent de notre travail on les connaît, et ils ont la clim' dans leur bureau.

Circulez, il n'y a rien à voir

Les plus de 125cm² vont désormais devoir se soumettre à un contrôle technique obligatoire. Derrière les problèmes de sécurité routière et de pollution, il y a surtout les intérêts d'une industrie qui voudrait vendre davantage de véhicules neufs. Les contrôles techniques et les montants élevés des réparations pousseront à acheter des véhicules neufs. Et pour ceux qui ne pourront pas, ça sera la sanction. Si vous ne pouvez pas remplir les poches des industriels, visez donc celles l'Etat !

Une solution cela dit pour aller dans le sens d'une plus grande mobilité tout en respectant l'écologie : développer les transports en commun, et améliorer nos conditions de travail pour des embauches !

Inflation : baisse... de la hausse

L'inflation officielle, calculée par les organismes gouvernementaux, selon des critères bien différents des besoins réels de la population, a ralenti en mai, à 5,1 % sur les douze derniers mois, au lieu de 5,9 % en avril. Politiciens et journalistes présentent ça comme une bonne nouvelle, mais ce n'est pas l'avis de nos porte-monnaie.

Lisez Révolutionnaires, le journal du NPA

Un journal des travailleurs pour les travailleurs, en vente à 2€ auprès du diffuseur de ce bulletin.